



Bulletin de l'APAD

17 | 1999
Anthropologie de la santé

Décentralisation et développement local

Jean-Pierre Olivier de Sardan



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/491>
ISSN : 1950-6929

Éditeur

LIT Verlag

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1999

Référence électronique

Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Décentralisation et développement local », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 17 | 1999, mis en ligne le 03 octobre 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/apad/491>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Bulletin de l'APAD

Décentralisation et développement local

Jean-Pierre Olivier de Sardan

- 1 Une réaction, certes vive, de D. Gentil à un article de J-P. Jacob paru dans le *Bulletin de l'APAD* n° 15 permet d'alimenter avec profit ici une rubrique "débat", qui inclut une réponse substantielle de J-P. Jacob, et un bref commentaire de P-Y. Le Meur. Que les protagonistes en soient chaleureusement remerciés : en sciences sociales, le débat argumenté est une composante essentielle de l'activité de recherche, qu'elle soit fondamentale ou appliquée. Or, si notre profession ne manque pas de conflits de personnes, il y a hélas trop peu de véritables débats explicites relatifs à des questions de recherche, à des options théoriques ou méthodologiques, ou à des interprétations empiriques. Le *Bulletin de l'APAD* n'a jusqu'ici guère été un lieu de tels débats, et l'on ne peut que souhaiter qu'il le devienne. Puisse donc la rubrique "débat" être désormais une rubrique permanente du Bulletin : à chacun de l'alimenter.
- 2 Le thème de la présente polémique est de surcroît particulièrement opportun et ouvre sur des questions fort importantes, tant en termes de recherche qu'en termes de développement : comment les réformes de décentralisation en Afrique, dont la mise en place semble inéluctable, vont-elles s'articuler avec les multiples organisations paysannes, comités de gestion, associations de développement, qui ont proliféré dans les campagnes africaines, à l'initiative le plus souvent de "projets" de tous ordres ? La municipalisation sera-t-elle une rupture, un réaménagement ou un prolongement de ces diverses formes d'organisation collective à vocation "participative", remplissant souvent déjà (ou étant censées remplir) des fonctions de "bien public" à l'échelle locale, ou relevant, au moins dans la perspective de leurs instigateurs, de *l'empowerment* ? Comment les "nouveaux notables du développement local" (courtiers, leaders paysans, responsables associatifs) vont-ils s'insérer dans le dispositif de la décentralisation ?
- 3 Jacob et Gentil partent de points de départ très différents. Jacob rappelle l'alternative majeure de la philosophie politique classique qui est réactivée par la décentralisation en Afrique (option libérale vs option communautarienne), Gentil insiste de son côté sur la non pertinence de la dichotomie "privé/public" et la nécessaire prise en compte de multiples formes intermédiaires. Tous deux disent plus, mais au-delà des sensibilités, des

expériences et des références propres à chacun, au-delà des malentendus, des incompréhensions, ou des irritations, des interrogations fondamentales sont posées par l'un et par l'autre. Sur ce thème, le débat n'est donc pas clos.

AUTEUR

JEAN-PIERRE OLIVIER DE SARDAN

EHESS-CNRS, 2 rue de la Vieille Charité, F-13002 Marseille (France). Tel. +33 (4) 91 14 07 53. Fax. +33 (4) 91 91 34 01. jpos@ehess.cnrs-rnrs.fr